

pas toujours très bien compte de la composition et du visage nouveau de notre société. Nos institutions politiques ne reflètent pas le fait que les femmes constituent plus de la moitié de la population, et encore moins la diversité de besoins particuliers et de perspectives culturelles de la réalité canadienne. Nous croyons que pour dégager un consensus social et politique, il faut entamer dès maintenant le processus d'intégration de tous les éléments de la société canadienne à la vie politique. Nous croyons que la réforme du régime électoral et des institutions destinée à intégrer les Canadiens de l'Ouest et de l'Est au centre de décision peut aussi servir de point de départ vers cet objectif.

2. La mission de redéfinition

Le succès de notre mission d'intégration nous aidera à affermir les fondements de la société canadienne et la légitimité de nos institutions politiques. Mais pourquoi et dans quel but ?

La question n'est pas vaine. Y répondre est un élément important du renouveau du Canada. Le monde n'est plus aussi rassurant ni indulgent qu'il pouvait l'être encore récemment pour le Canada. Il est dur et compétitif, comme l'ont constaté tant de Canadiens de toutes conditions sociales et de toutes les régions depuis quelques années. Si nous n'arrivons pas à nous redéfinir en fonction d'un but commun, une nouvelle perception de notre identité et de nos objectifs, en nous donnant les moyens de les atteindre, nous ne pourrions pas conserver les programmes sociaux auxquels nous tenons tant, et encore moins éviter d'être dépassés par les événements ailleurs dans le monde.

Nous croyons que notre *mission de redéfinition* peut prendre au moins quatre formes. D'abord, il faut qu'une disposition de la Constitution définisse le peuple canadien et ses plus hautes valeurs politiques. Elle annoncerait au monde qui nous sommes et ce que nous aspirons à devenir comme communauté politique.

Deuxièmement, la Constitution devrait établir un nouveau pacte social entre les Canadiens et entre les partenaires politiques de la fédération. Elle devrait énoncer nos grands objectifs sociaux : les mesures sociales que nous voulons conserver et protéger, les objectifs sociaux que nous envisageons pour l'avenir, et les valeurs et les principes sociaux que nous voulons consacrer pour les générations futures.

Nous croyons que la Constitution devrait aussi comporter une déclaration engageant les Canadiens et leurs gouvernements à poursuivre nos grands objectifs économiques, sans lesquels nous ne saurions préserver ni rehausser la qualité de vie sociale, civile et privée dont nous sommes si fiers et que nous tenons pour l'essence même du Canada. Les deux thèmes se complètent et se renforcent mutuellement. Le nouveau pacte social est un élément important du renouveau économique, et la vitalité économique est la condition essentielle du bien-être de la société.

Enfin et au même titre, nous croyons qu'il est indispensable que les Canadiens se donnent les outils politiques et administratifs qui leur permettront de réaliser ces valeurs et objectifs. Le Canada n'a jamais été à court de bonnes idées, mais les moyens d'arriver au consensus politique et les instruments de cohésion politique permettant d'en récolter les fruits lui ont souvent fait